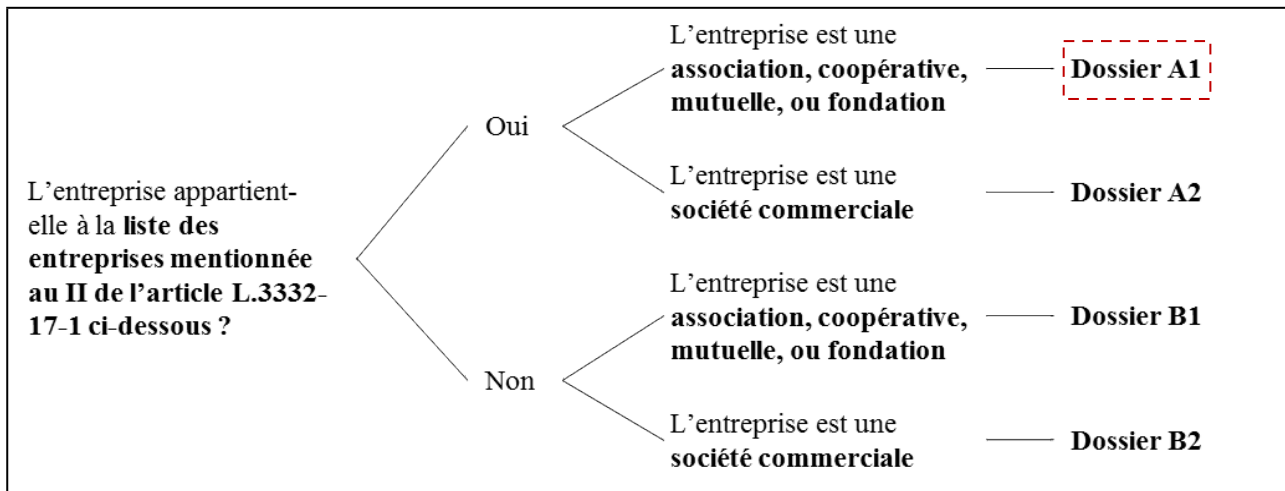


## Modèle de dossier de demande d'agrément ESUS (à destination des entreprises demandeuses)

### Dossier A1

Choix du dossier de demande d'agrément ESUS à remplir en fonction du statut et du modèle de l'entreprise :



**Appartenance au cas A1 :** entreprises demandeuses se présentant sous forme **d'associations, de coopératives, de mutuelles ou de fondations, et entrant dans la catégorie « de plein droit et ESS »**, au sens de la catégorie du II de l'article 11 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) :

- Entreprise d'insertion ;
- Entreprise de travail temporaire d'insertion ;
- Association intermédiaire ;
- Atelier et chantier d'insertion ;
- Organisme d'insertion sociale relevant de l'article L. 121-2 du code de l'action sociale et des familles ;
- Service de l'aide sociale à l'enfance ;
- Centre d'hébergement et de réinsertion sociale ;
- Régie de quartier ;
- Entreprise adaptée ;
- Centre de distribution de travail à domicile ;
- Etablissement ou service d'aide par le travail
- Organisme agréé parmi ceux mentionnés à l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- Association ou fondation, reconnue d'utilité publique et considérée comme recherchant une utilité sociale au sens de l'article 2 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 précitée ;
- Organisme agréé mentionné à l'article L. 265-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- Etablissement ou service accompagnant et accueillant des enfants et des adultes handicapés parmi ceux mentionnés aux 2°, 3° et 7° du I de l'article L. 312-1 du même code.

(Spécifier à quelle catégorie l'entreprise appartient.)

**Présentation de l'entreprise**

***Identification***

Nom : .....

Numéro SIREN : .....

Autre élément d'identification (ex. : numéro RNA) : .....

Objet : .....

Activités principales : .....

Adresse du siège social : .....

Code postal : .....

Commune : .....

Téléphone : .....

Télécopie : .....

Courriel : .....

***Identification du représentant légal***

Nom : .....

Prénom : .....

Fonctions : .....

Téléphone : .....

Courriel : .....

Cochez la case correspondant à votre situation :

- Première demande d'agrément
- Demande de renouvellement d'agrément

S'il s'agit d'une demande de renouvellement, les documents supplémentaires suivants sont à joindre au dossier :

- Copie de la précédente décision d'agrément
- Eléments justifiant du respect des conditions prévues à l'article R. 3332-21-1 du code du travail pendant toute la période de l'agrément précédent (éventuelles évolutions statutaires, ainsi que, le cas échéant, justification de l'impact social et respect du plafond de rémunération des dirigeants). La preuve du respect rétrospectif de ces conditions pourra être apportée par le demandeur en utilisant les tableaux figurant dans les dossiers de demande d'agrément.

**I. Antériorité de l'entreprise demandeuse**

---

L'entreprise demandeuse a été créée le .....

### **III. Documents à fournir**

---

La demande d'agrément de l'entreprise entrant dans la catégorie « de plein droit et ESS », au sens du II de l'article 11 de la loi ESS et se présentant sous forme d'association, de coopérative, de mutuelle ou de fondation s'inscrit dans le cas A1.

Les documents à joindre au dossier sont les suivants :

- 1) Le présent dossier A1 de demande d'agrément ;
- 2) Une copie des statuts en vigueur répondant aux exigences mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> et à l'article 11 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;
- 3) Une attestation du dirigeant que la condition du 4° du I de l'article L. 3332-17-1 est respectée (titres de capital de l'entreprise, lorsqu'ils existent, non admis aux négociations sur un marché d'instruments financiers) ;
- 4) Tout document permettant de démontrer l'appartenance de l'entreprise à la liste du II de l'article L. 3332-17-1.

## IV. Vérification du respect des conditions à remplir

---

### 1. Appartenance à l'ESS pour le cas A1 et utilité sociale

#### - Vérification de la forme juridique

Si l'entreprise se présente sous forme d'association exerçant une activité économique au sens du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi ESS, de fondation, de mutuelle ou de coopérative, elle appartient par définition à l'ESS.

#### - Uniquement pour les associations ou fondations, reconnues d'utilité publique : vérification de l'utilité sociale

Pour être éligibles « de plein droit et ESS », les associations ou fondations reconnues d'utilité publique doivent pouvoir justifier de leur *recherche d'utilité sociale au sens de l'article 2 de la loi relative à l'ESS*<sup>1</sup>.

L'entreprise demandeuse se présentant sous forme d'association ou de fondation, reconnue d'utilité publique, décrira précisément ces missions, en remplissant le formulaire suivant :

Présentation des activités d'utilité sociale

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Besoins socio-économiques couverts

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Publics bénéficiaires (caractéristiques sociales, nombre, etc.)

---

<sup>1</sup> « **Article 2** : Sont considérées comme poursuivant une utilité sociale au sens de la présente loi les entreprises dont l'objet social satisfait à titre principal à l'une au moins des trois conditions suivantes :  
1° Elles ont pour objectif d'apporter, à travers leur activité, un **soutien à des personnes en situation de fragilité** soit du fait de leur situation économique ou sociale, soit du fait de leur situation personnelle et particulièrement de leur état de santé ou de leurs besoins en matière d'accompagnement social ou médico-social. Ces personnes peuvent être des salariés, des usagers, des clients, des membres ou des bénéficiaires de cette entreprise ;  
2° Elles ont pour objectif de contribuer à la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, économiques et culturelles, à l'éducation à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire, à la préservation et **au développement du lien social ou au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale** ;  
(...) »

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Moyens mis en œuvre

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Zone géographique ou territoire d'exercice des activités

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Information complémentaire éventuelle

.....  
.....  
.....  
.....

## 2. Titres de capital non admis aux négociations sur un marché réglementé

*Pour rappel (cf. partie III) :* il convient de fournir et joindre au dossier une attestation du dirigeant, certifiant que les titres de capital de l'entreprise, lorsqu'ils existent, ne sont pas admis aux négociations sur un marché d'instruments financiers, français ou étranger, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger.

## 3. Preuve de l'appartenance à l'une des catégories relevant du II de l'article 11 de la loi ESS :

*Pour rappel (cf. partie III) :* il convient de fournir tout document prouvant que l'entreprise appartient à l'une des catégories suivantes :

- Entreprise d'insertion ;
- Entreprise de travail temporaire d'insertion ;
- Association intermédiaire ;
- Atelier et chantier d'insertion ;
- Organisme d'insertion sociale relevant de l'article L. 121-2 du code de l'action sociale et des familles ;
- Service de l'aide sociale à l'enfance ;
- Centre d'hébergement et de réinsertion sociale ;
- Régie de quartier ;
- Entreprise adaptée ;
- Centre de distribution de travail à domicile ;
- Etablissement ou service d'aide par le travail
- Organisme agréé parmi ceux mentionnés à l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- Association ou fondation, reconnue d'utilité publique et considérée comme recherchant une utilité sociale au sens de l'article 2 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 précitée ;
- Organisme agréé mentionné à l'article L. 265-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- Etablissement ou service accompagnant et accueillant des enfants et des adultes handicapés parmi ceux mentionnés aux 2°, 3° et 7° du I de l'article L. 312-1 du même code.

Je, soussigné(e) (nom et prénom).....,

représentant(e) légal(e) de l'entreprise.....,

certifie exactes et sincères les informations du présent dossier et demande l'octroi de l'agrément d'entreprise solidaire d'utilité sociale. Je m'engage à respecter les conditions établies dans le présent dossier pendant la durée de l'agrément demandé.

Fait le....., à .....

Signature